

16 novembre 1984 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview accordée par M. François Mitterrand, Président de la République, au journal "L'Expansion", sur les résultats de la politique gouvernementale depuis mai 1981, Paris, vendredi 16 novembre 1984.

QUESTION.- Vous êtes au milieu de votre septennat. Quel jugement portez-vous ? Que regrettez-vous de ne pas avoir pu faire - ou mieux faire, ou plus vite - compte tenu des circonstances ?

- LE PRESIDENT.- En trois ans on n'a pas tout fait, mais on a fait beaucoup. Au point d'obstruer la machine législative ! L'afflux des textes qui devaient passer par le Parlement n'a pu être éclusé que par des sessions extraordinaires ce qui, en soi, n'est pas de bonne méthode. Mais la nécessité commandait. Ce n'est pas tous les quatre matins que la gauche - avec les obligations, les attentes dont elle est porteuse - arrive au pouvoir. De plus, et c'est déterminant, au-delà des lois, nous avons commencé de transformer les moeurs, les habitudes, en de nombreux domaines. - Je suis convaincu que l'opposition, si elle exerçait à nouveau, un jour, le pouvoir, aurait la plus grande peine à revenir sur l'essentiel. Elle essaierait, bien entendu. Mais je ne vois pas comment elle pourrait rétrocéder au secteur privé des entreprises industrielles nationalisées qui marchent bien, comme c'est déjà le cas en 1984 - et comme ce le sera plus encore en 1985 - comment elle renoncerait à la décentralisation, aux lois Auroux, à la cinquième semaine de congés payés, à la retraite à 60 ans, etc... De même pour un grand nombre de lois touchant à des problèmes de société, comme la peine de mort. Elle le pourrait en droit £ mais que de traumatismes économiques et sociaux, que d'obstacles politiques et moraux ! Ce qui veut dire que notre oeuvre se perpétuera. Non seulement nous avons changé beaucoup de choses, mais nous les avons changées durablement.

- Ce que je regrette le plus ? De n'avoir pu obtenir de meilleurs résultats dans la simplification des formalités administratives afin de faciliter la vie quotidienne des gens et surtout de n'avoir pu restructurer et moderniser plus rapidement notre industrie. Elle en avait un urgent besoin - pas partout - en raison des retards pris depuis 10, 20 ans. La tâche était et reste immense. Son ampleur explique que nous n'ayons pas encore enrayé le chômage. L'emploi redémarrera avec la croissance, à condition que celle-ci soit saine. Mais cela demande du temps.\

` Suite réponse sur le bilan de la politique gouvernementale ` Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, c'était la crise. La droite, qui se prétendait gestionnaire, avait échoué. Cet échec a rendu possible la victoire politique de la gauche. Mais la crise restait. La première question qui s'est posée à nous a été celle-ci : comment sortir de la crise par une meilleure gestion que celle de nos devanciers tout en réalisant les progrès sociaux indispensables que cette crise rendait pourtant plus difficiles ? Impossible pour nous d'ignorer les justes revendications des classes populaires demeurées sans réponse pendant des décennies. Impossible aussi de défier les lois de la pesanteur économique. C'est à cette contradiction que nous sommes affrontés. C'est elle qu'il faut résoudre. Croyez que je ne méconnais pas la difficulté de l'entreprise.

- QUESTION.- Est-ce que vous aviez conscience des risques en prenant des mesures coûteuses dans une période que vous saviez être une période de crise ?

- LE PRESIDENT.- Ces mesures s'imposaient. Certes, nos prévisions, conformes à celles de la quasi-totalité des experts, étaient qu'en l'espace de deux ans la crise s'atténuerait suffisamment pour que nous puissions nous trouver sur le bon versant de la vague au moment où, malgré l'alourdissement de nos finances publiques, les équilibres seraient à notre portée. Dès que nous

...renforcement de nos finances publiques, les équipements seraient à notre portée. Dès que nous avons constaté que la tendance tardait à s'affirmer, nous avons adapté notre politique à cette situation - c'est ce qu'on a appelé la rigueur.

- Vous m'interrogez : nos réformes de structure et nos mesures sociales ont-elles coûté trop cher ? Je vous réponds que la relance de 1981 n'a représenté que la moitié de celle de 1975, laquelle n'avait pas les objectifs sociaux que nous nous étions fixés et que nous avons atteints. Il est évident que le coût de nos réformes eût été mieux absorbé, même en période de crise, si l'instrument industriel avait été modernisé plus tôt.\

QUESTION.- Quand vous vous êtes rendu compte que la reprise mondiale n'était pas au rendez-vous, en 1982 - 1983, vous avez tout de même hésité à changer de politique.

- LE PRESIDENT.- Si réfléchir, consulter, comparer les solutions qu'on vous propose signifie hésiter, oui. De Gaulle a hésité jusqu'à la dernière minute en 1968, avant de renoncer à une dévaluation du franc qu'il avait pourtant décidée et que le gouvernement de M. Couve de Murville allait, à deux heures près, rendre publique. La relation qui en a été faite par M. Jeanneney est, à cet égard, éclairante. Sous le dernier septennat, de longues hésitations ont précédé le déclenchement de la lutte contre l'inflation.

- Quant à moi, j'ai balancé, non sur la décision, mais sur son opportunité. Nous avons encore un programme social à mettre en oeuvre. Rappelez-vous ce que je disais avant 1981 : ce qui ne sera pas fait dans les débuts de la législature risque de ne l'être jamais. En 1982 la prolongation de la crise exigeait de nous, pour la réussite de la France comme pour la réussite de notre action, de passer de "l'étape de plaine à l'étape de montagne". Nous l'avons fait.\

QUESTION.- Est-ce que l'opinion publique n'a pas été troublée par le fait que vous avez, à ce moment-là et encore au printemps 1983, changé de politique sans changer de gouvernement ? De même que cet été vous avez changé de gouvernement en affirmant que vous ne changiez pas de politique. Vous vous privez des "signes" qui peuvent convaincre l'opinion.

- LE PRESIDENT.- Vous avez peut-être raison, mais je n'en suis pas convaincu. Car il y a d'autres signes qui vont à l'encontre de ce que vous venez de dire. Pourquoi le gouvernement Mauroy, qui avait mené à bien la première phase de notre politique, n'aurait-il pas été qualifié pour conduire la seconde ? Elles forment un tout et s'inscrivent dans la même perspective. Dans un pays comme la France où rien ne se résout sans crise (j'emploie cette fois-ci le mot crise pour parler de notre politique intérieure), je ne veux pas, comme sous la IVème République, d'un gouvernement par problème. Les institutions de la Vème sont plus solides. Mais les crises existent quand même. Le devoir du chef de l'Etat est de veiller à ce qu'elles ne dégèrent pas en déchirement de la nation française. C'est mon rôle. A condition d'intervenir en temps utile. Prétendre régler un problème avant qu'il ait mûri, c'est se condamner à aggraver les tensions. Notre Histoire, et particulièrement celle des trente dernières années, fourmille d'exemples qui le montrent. Voyez ce qui s'est passé pour l'école. La méthode de Jean-Pierre Chevènement ` ministre de l'éducation nationale ` a été acceptée par le plus grand nombre de nos concitoyens parce qu'elle est venue à son heure.\

QUESTION.- Est-ce que dans votre esprit, aujourd'hui, l'idée d'un grand service public laïc, unifié, de l'enseignement en France reste une idée portée par une force politique importante, et vous-même y adhérez-vous encore ?

- LE PRESIDENT.- Oui, elle est portée par une force, politique ou non, importante. La mode actuelle a pris le pli de la mésestimer. C'est une erreur de jugement. Le projet d'un grand service public, laïc et unifié, adopté en 1972 par le programme du Parti socialiste puis par le programme commun de la gauche s'est naturellement retrouvé dans mes propositions de 1981. Au vu et au su de tous les Français qui ont voté pour moi. J'avais en même temps annoncé qu'il n'y aurait pas de contrainte. "on ne nationalise pas les consciences" avais-je écrit. J'avais donc fait le choix de la négociation. Je m'y suis tenu et le gouvernement avec moi. Mais elle n'a pas abouti. Etait-ce donner une prime abusive à ceux qui avaient imposé la loi Guermeur, véritable machine de guerre scolaire ? Beaucoup de laïcs le pensent. Il m'est apparu qu'un débat aussi profond que celui-là, aussi mêlé à l'histoire des deux derniers siècles, touchant aux racines de la vie nationale exigeait une grande patience, un grand souci de respecter l'autre même si l'on n'était pas payé

de retour, et qu'il convenait d'éviter qu'au gré des majorités on aille perpétuellement de revanche en revanche.

- Je dois dire que j'ai été choqué par la forme prise par la campagne sur "la liberté de l'enseignement", prétendument menacée. Les enseignants de l'école publique sont respectueux de la conscience des enfants qui leur sont confiés, de la diversité des pensées, des croyances. Il était très injuste, blessant même, de les mettre en cause sur ce point. J'ajoute qu'ils souscrivent parfaitement à la liberté d'enseigner de quiconque en à la qualification professionnelle. Non, la question était strictement celle-ci : de quelle façon et dans quelle mesure l'Etat doit-il contribuer au financement des écoles privées qui acceptent de la loi Debré qu'elle les insère, selon ses propres termes, dans le service public ? On ne se pose pas ce genre de question en Italie ou aux Etats-Unis où il n'y a pas de subventions ! Quoi qu'il en soit, cette dispute ne doit pas obscurcir le débat fondamental auquel participent les meilleurs esprits : "Quel contenu pédagogique pour les années à venir ?", "Quelles chances donner aux enfants ?", "Quels sont les meilleurs chemins du savoir ?", "comment relier l'enseignement reçu au métier futur ?". J'ai demandé au Collège de France de réfléchir sur ces sujets. Il y travaille beaucoup. La FEN a, là-dessus, des projet très solides. Et le ministre, autour d'idées claires, organise le présent pour préparer le futur.

- QUESTION.- Autrement dit, si vous aviez aujourd'hui à refaire votre programme, vous réinscririez le même objectif dans les mêmes termes.

- LE PRESIDENT.- Je serais simplement beaucoup plus explicite sur les méthodes à employer et sur les difficultés d'approche.\

QUESTION.- En 1981, vous avez été élu, notamment, parce que les Français reprochaient à vos prédécesseurs d'avoir échoué sur le chômage. Or, durant les trois premières années de votre septennat, le chômage s'est accru de 500000 personnes. A ce rythme vous ne ferez guère mieux que Giscard (13000000 chômeurs de plus en sept ans).

- LE PRESIDENT.- Je ne le crois pas. Le rythme d'accroissement du chômage est inférieur à celui du septennat précédent puisque de 1974 à 1981 le pourcentage a été de 300 % et de 1981 à 1984 DE 35 %. Au demeurant ce rythme devrait s'infléchir à la suite des mesures prises par le gouvernement. Mais il est vrai qu'il y a trop de chômeurs, que le chômage dure trop longtemps et que c'est insupportable.

- QUESTION.- Vous risquez donc de vous trouver une situation dangereuse, comme votre prédécesseur.

- LE PRESIDENT.- Oui. Mais nous, nous nous sommes attaqués aux causes du mal. Nous avons entrepris la modernisation et la restructuration de l'industrie pour que celle-ci produise des objets capables d'alimenter le marché intérieur et de supporter la concurrence internationale. Hors cela, point de salut. Nous avons mobilisé tous les moyens pour améliorer, adapter, accélérer la formation des jeunes aux métiers qu'ils feront, et pour accroître la mobilité des travailleurs de tous âges vers les techniques nouvelles. Les résultats du commerce extérieur commencent à le montrer : ils sont nettement meilleurs que ceux dont nous avons hérité en 1981. Nous avons donné à l'éducation, à la recherche, à la culture priorité sur les autres activités. Elles forgeront l'instrument de la puissance industrielle française. L'opinion, actuellement heurtée, se rendra compte que nous avons fait ce qu'il fallait faire et les travailleurs sauront que la multiplication des emplois et leur solidité sont à ce prix. Je ne dissimule pas aux Français l'effort qui reste à accomplir. Je continuerai. Mon devoir et l'intérêt du pays sont là.\

QUESTION.- Aviez-vous préparé les Français à cette idée de modernisation en vous présentant, sur vos affiches électorales de 1981, dans une atmosphère rurale et paisible ? En votant pour vous, beaucoup de Français n'ont-ils pas cru qu'ils allaient souffler un peu ? Au lieu de cela, vous leur parlez d'une modernisation presque à marche forcée. Ils sont surpris ou déçus.

- LE PRESIDENT.- Je devais tenir compte d'une opinion chauffée à blanc par nos adversaires qui annonçaient les chars soviétiques place de la Concorde au lendemain d'une victoire de la gauche, la fin de la propriété, les églises fermées, le désordre partout. Cela ne m'empêchait pas d'évoquer constamment la modernisation industrielle dans mes discours d'avant 1981. Relisez le texte que j'ai fait adopter par le congrès de Metz du parti socialiste, en 1979...

QUESTION.- Pourquoi avez-vous insisté sur la modernisation industrielle ?

- QUESTION.- Tout de même, cette image, au moment du choix décisif...

- LE PRESIDENT.- Sur le-plan psychologique je crois que l'image de cette campagne, de ce village a été bien comprise. Et puis, cette France-là, elle est réelle aussi. La photographie a été prise à Sermages, dans le Morvan que j'ai représenté pendant 35 ans. C'était une image vraie. Je l'ai trouvée pas mal ! Evidemment du point de vue qui nous occupe aujourd'hui mon affiche principale de 1965 qui me situait sur fond d'usine et de fils électriques eut été plus adaptée. Mais n'oublions pas que le développement rural va de pair avec toute modernisation industrielle réussie.\

QUESTION.- La modernisation, tout le monde en parle, de Thatcher à Deng. Qu'est-ce que la vôtre a de spécifique ?

- LE PRESIDENT.- La modernisation britannique se fait à un coût social très élevé. La modernisation chinoise part d'un niveau très bas. Chaque pays agit selon ce qu'il estime être ses besoins. Nous nous appuyons en France sur un secteur public élargi en voie de réussite. C'est très net par -rapport à l'état de faiblesse où vivaient les entreprises privées avant leur nationalisation. Nous pouvons agir à partir de points forts : moyens de transport (aéronautique, chemins de fer, métro, automobile aussi), télécommunications, nucléaire, logiciels, agro-alimentaire, chimie fine, etc ... Nous sommes parvenus à un point d'équilibre intéressant entre secteur public et secteur privé. La société d'économie mixte dont j'ai parlé ne s'abandonne ni à l'ultra libéralisme anglais ni au collectivisme chinois. C'est un alliage prometteur. J'ajoute que nous n'avons pas connu de grave conflit social.\

QUESTION.- Les deux dernières années du précédent septennat, aussi, avaient été calmes socialement.

- LE PRESIDENT.- Je pense que, disposant d'une confiance populaire plus grande, nous avons pu faire entrer dans l'esprit des Français des thèmes de créativité, de modernisation et de justice sociale qui ne leur étaient pas habituels et qui commandent pourtant notre avenir.

- QUESTION.- Ils ne leur étaient pas habituels parce que les forces politiques qui vous soutenaient faisaient en sorte que cela ne leur devienne pas habituel. Quand Barre et Giraud ont entrepris l'assainissement de la sidérurgie française, ils ont trouvé vos amis sur leur chemin. A ce moment-là la gauche freinait la modernisation qu'elle réclame aujourd'hui et qu'elle reproche aux autres de ne pas avoir faite.

- LE PRESIDENT.- La faute de la gauche, c'est un peu simple ! Ces idées n'étaient habituelles ni à gauche, ni à droite. Les partis conservateurs au pouvoir n'avaient pas compris - ou pas su faire comprendre - que la grandeur française devait désormais s'affirmer par la présence victorieuse de nos produits sur les champs de bataille économiques et commerciaux. Ils n'ont pas suffisamment préparé la France à la compétition. Ils ont laissé s'accumuler de légitimes revendications sociales qui ont pris le pas dans les concepts de la gauche sur l'efficacité industrielle. La redistribution s'étant mal faite en période d'abondance, plus d'exigences se font entendre en période de crise. Comment en eut-il été autrement ? Il convient maintenant de rassembler les Français qui créent et qui travaillent autour de ce double objectif : moderniser et répartir les profits, les responsabilités, les pouvoirs. Quand je parle de rassemblement c'est de cela que je parle - et à ceux-là - que je pense.

- QUESTION.- Vous avez le sentiment que depuis que la gauche est au gouvernement, les ouvriers ont effectivement plus de pouvoirs ?

- LE PRESIDENT.- Les lois sur la démocratisation dans le secteur public, les lois Auroux ont pour objet de leur en donner, de les associer aux décisions qui les concernent et à tous les niveaux. Il faudra accentuer cette évolution. Trop souvent les travailleurs ignorent leurs droits et les hiérarchies ne les diffusent pas. J'aimerais, quant à moi, des initiatives nouvelles dans ce domaine.\

QUESTION.- Pour réussir la modernisation, il faut des entreprises et, surtout des entrepreneurs. Or le discours traditionnel de la gauche est un discours de méfiance - voire de critique - contre ce qui motive ces hommes et ces femmes, par exemple le gain financier. Vous les découragez.

- LE PRESIDENT.- Vous ne trouverez nulle part un discours hostile au juste profit dans ma bouche. Ce dont nous ne voulons pas, ce sont des gains non fondés sur la création. le travail et

...ce sont des gains non rendus sur la création, le travail et l'épargne, des gains qui ne correspondent pas à une création réelle de richesses pour tous. Cela, les entrepreneurs peuvent, doivent, l'admettre.

- La confiance que l'on nous refuse dans ces milieux vient surtout d'un réflexe acquis contre le socialisme, honni et caricaturé par la classe dirigeante depuis 150 ans. Mais le fait que tous les paramètres économiques s'améliorent avec nous commence à ébranler bien des préventions.

- Soyons clairs, nous restons fidèles à la démarche qui tend à ce que les réussites individuelles, concourent à la réussite collective et à ce que cette réussite soit utilisée pour une répartition plus juste du revenu national. Nous ne voulons pas que l'argent, en tant que moyen de pression, se rende maître des rouages de notre société. Ce n'est pas avec moi qu'ont déperlé puis disparu ces centaines de milliers d'entrepreneurs complètement écrasés par la puissance de quelques groupes dominants, eux-mêmes soumis pour la plupart à des intérêts étrangers ! Il y a beau temps que ce processus est engagé. N'est-ce pas le processus même de l'économie dite libérale et qui l'est si peu ?

- QUESTION.- Pensez-vous pouvoir faire évoluer ces esprits ?

- LE PRESIDENT.- Je m'efforce de les convaincre que tout effort de production doit être soutenu par un effort de justice sociale et fiscale. Même en période difficile. Par exemple, en 1982, nous avons retiré l'impôt sur le revenu à 500000 foyers. Ce qui implique une surtaxe sur d'autres revenus, que leurs détenteurs ressentent péniblement. Mais nous sommes restés dans des limites raisonnables et on verra avec le budget de 1985 que nous sommes en France les premiers depuis trente ans à réduire les impôts et les charges sociales.\

QUESTION.- Le retour à la liberté des prix industriels, pour vous ...

- LE PRESIDENT.- C'est souhaitable.

- QUESTION.- Dans le courant de l'année prochaine ?

- LE PRESIDENT.- Je l'espère. Cela dépendra des résultats de notre lutte contre l'inflation.

- QUESTION.- Vous semblez accorder beaucoup d'importance à la nationalisation des banques. Avez-vous le sentiment que, la chose étant faite, cela a profondément changé leurs comportements ?

- LE PRESIDENT.- Non. Trop peu. Cela reste à faire. Pas commode.

- QUESTION.- Alors cela va changer quand ?

- LE PRESIDENT.- Modifier les comportements prend du temps. Il y faut peut-être une génération. Planter un arbre exige toujours une grande patience à qui souhaite un jour se reposer à son ombre.\

QUESTION.- Cela vous amène au comportement des forces sociales, d'une manière plus générale. La classe ouvrière joue-t-elle encore un rôle moteur dans l'histoire à l'âge des robots ?

- LE PRESIDENT.- Oui, parce que c'est là que se trouve le gros des forces du travail, des forces productives. La classe ouvrière a mené son combat. Elle l'a gagné sur beaucoup de -plans. Mais elle n'en a pas fini. Quels que soient ses acquis elle reste créancière de la société industrielle. La classe ouvrière type 1880, manuelle et à salaire horaire a vu s'élargir, avec les progrès de la technique, le champ de son évolution et de ses possibilités. Dans son unité et sa diversité elle perçoit fort bien ce qui change au dehors d'elle et en elle-même. Laissez-la en tirer les conséquences. Il faut que chacun se persuade que ceux qui fabriquent pèseront de plus en plus lourd dans le -rapport des forces sociales. Les robots aussi se fabriquent ! Bref, la classe ouvrière est le levier de toute société avancée.

- QUESTION.- Y a-t-il aujourd'hui des forces sociales qui vous paraissent plus motrices que d'autres dans notre société moderne ?

- LE PRESIDENT.- Vous le savez autant que moi : la classe ouvrière, les cadres, les chercheurs, les entrepreneurs à risque, les agriculteurs qui conquièrent les marchés extérieurs, bref, ceux qui inventent, créent, produisent, vendent, voilà les vrais moteurs du monde en mouvement.

- QUESTION.- Ne pensez-vous pas que la classe ouvrière, dans la définition que vous venez de donner, est en train de se fondre dans une sorte de classe moyenne ?

- LE PRESIDENT.- Le vécu historique des groupes socio-professionnels est si ancré dans la mémoire collective, les modèles culturels sont si distincts, les intérêts matériels si opposés, du

moins dans leur traduction politique, que vous risquez, là, de faire un contresens. Je crois que c'est plutôt la classe moyenne, dans son acceptation traditionnelle, qui, peu à peu, se fonde au sein des forces de production.

- QUESTION.- Et vous ne voyez pas dans la "classe" des hauts techniciens, managers, entrepreneurs, un élément moteur d'une autre -nature ?

- LE PRESIDENT.- Si. La mobilisation de ces divers groupes autour d'un objectif national devrait les conduire, au-delà de leurs contradictions, à réussir ce que j'attends des Français : l'entrée au plus haut niveau dans le groupe des vainqueurs de la compétition moderne.\

QUESTION.- Comment expliquez-vous que, la gauche étant venue au pouvoir, le syndicalisme ne se soit pas renforcé, au contraire ?

- LE PRESIDENT.- Avec la victoire de la gauche, peut-être les travailleurs ont-ils plus attendu de la loi, et donc du débat politique, que du militantisme professionnel et syndical. Mais poussons l'observation plus loin : les partis politiques ont perdu eux aussi des adhésions. Parce que c'est du gouvernement et de la majorité parlementaire que dépendaient désormais les réponses. Ces réponses ont été nombreuses et fortes. Les historiens le reconnaîtront, sans doute possible. Mais, ainsi vont les choses, une grande partie de l'électorat de gauche ne pense déjà plus à ce qui a été conquis en 1981 et 1982. Puisque c'est fait, c'est fait. Et sans laisser le temps d'implanter ces réformes dans une société dont les pôles dominants restent rétifs au changement, on nous demande d'aller plus loin et plus vite. Ne jugeons pas pour l'instant ce qu'il y a de raisonnable ou non là-dedans. Cette évolution des esprits doit normalement accroître le militantisme syndical et politique.\

QUESTION.- La rupture avec les communistes ne vous paraît-elle pas devoir créer un risque sur le -plan de la relative stabilité sociale ?

- LE PRESIDENT.- Je considère leur départ comme regrettable. Mais gouverner la France oblige. J'ai choisi le seul chemin qui conduira au plein emploi dans une France enfin à l'heure de son temps. Tout autre égarerait les travailleurs.

- Je vous rappelle que l'action du gouvernement tient en trois points :

- La solidarité nationale. Le gouvernement n'y a jamais manqué £

- La formation des jeunes et de l'ensemble des travailleurs aux métiers et aux techniques nouvelles. Le gouvernement accomplit sur ce -plan un effort sans précédent.

- La modernisation de l'appareil industriel. Le gouvernement qui s'y est attaqué a devant lui une tâche immense.

- Certes, le mot "moderniser" ne peut servir à tout. Mais quelle entreprise publique ou privée survivra si elle est rejetée hors du champ de la concurrence internationale ? Le gouvernement veut que s'arme notre industrie. C'est l'intérêt de tout le monde et notamment des travailleurs. Il pourrait le faire mieux ou autrement ? Possible. Qu'on l'aide alors ! Ce n'est en tout cas ni le protectionnisme ni le maintien en l'-état d'entreprises dépassées, ni la substitution des fonds publics aux défaillances des fonds privés qui répondront à la question.

- Quant à la stabilité sociale, elle est une donnée importante du succès des forces qui depuis mai 1981 ont assuré le pouvoir. Je ne fais pas de pronostics. Je pense seulement que mieux valent les rapprochements que les ruptures.\

QUESTION.- Dans le projet de résolution qu'il vient de faire adopter par le Comité central, le PCF dénonce comme une erreur la formation de l'Union de la gauche sur la base du programme commun. Et il accuse le gouvernement socialiste de faire la politique du capitalisme. En un mot, il vous condamne comme étant un social-démocrate. Qu'en pensez-vous ?

- LE PRESIDENT.- L'Union de la gauche est la traduction politique du rassemblement des couches sociales ou forces populaires écartées du pouvoir depuis (presque) toujours, en raison de leurs divisions. Seule leur réconciliation a permis leur victoire politique dont il n'existe qu'un précédent, le Front populaire. Encore la victoire de 1981 est-elle allée plus loin que celle de 1936 puisque les divers courants de ce rassemblement se sont cette fois-ci retrouvés au gouvernement et ont constitué pendant plus de trois ans la même majorité. Je ne sais qui à gauche peut condamner cette démarche. Elle m'est apparue nécessaire dans le passé. Elle le reste, quelque

idée que s'en fassent aujourd'hui ceux qui l'ont naguère librement encouragée, paraphée, soutenue.\

` Suite `

- Quant au gouvernement de Laurent Fabius, il s'inspire des mêmes principes que celui de Pierre Mauroy. Comment dès lors le qualifier ? Laissons les exégètes s'exprimer là-dessus. Fait-il enfin "la politique du capitalisme" ? Ni le président du patronat français, ni les principaux responsables des partis conservateurs n'en semblent convaincus et je pense qu'ils ont raison ...

- QUESTION.- Dans ces conditions, est-ce que le socialisme, tel que la France le connaît aujourd'hui et pourra le connaître dans les années à venir, conserve, à vos yeux, la même définition qu'il avait il y a trois ou cinq ans ?

- LE PRESIDENT.- Oui. Le socialisme est une grande tradition historique moderne. Mais les besoins de l'an 2000 ne sont pas ceux de l'an 1900. Etre fidèle à ses racines tout en s'affirmant capable de gérer les réalités quotidiennes, par -nature mouvantes, telle est l'indispensable synthèse de l'action.

- QUESTION.- Vous avez dit récemment : "Socialiste je suis, socialiste je reste". Quel est votre socialisme ?

- LE PRESIDENT.- Mon socialisme, c'est tout simplement la -recherche d'une vraie démocratie politique, économique et sociale. Ce qui signifie : plus de liberté, de responsabilité et de savoir pour chacun et pour tous £ la maîtrise ou le contrôle par la nation des grands moyens de production £ une juste répartition des profits £ une solidarité nationale sans faille £ la fin des privilèges de classe. Cela veut dire aussi une formidable volonté de soutenir les forces créatrices de la science et de l'art £ de préserver les équilibres de la nature, le plus réel de nos biens collectifs, de préférer toujours le dialogue à l'affrontement, chez nous et dans le monde. Laissez-moi penser que ce socialisme-là est peut-être aussi la meilleure façon de bâtir l'avenir de France.\

QUESTION.- Votre "société d'économie mixte" ce n'est pas une rupture avec le capitalisme, c'est plutôt le contraire.

- LE PRESIDENT.- De cette économie mixte, je ne fais pas une théorie. J'ai décrit la pratique actuelle telle qu'elle se développe dans l'état des forces présentes. Il n'empêche que c'est bien une rupture avec le capitalisme que de nationaliser le crédit et les grands pôles industriels.

- QUESTION.- Cela signifie que vous pouvez être amené à faire d'autres nationalisations ?

- LE PRESIDENT.- En me présentant en 1981, je me suis engagé sur une liste précise d'entreprises à nationaliser. Je respecterai mon contrat. Il n'y aura donc pas d'autres nationalisations. Si, à l'occasion d'autres élections, présidentielles ou législatives, de nouvelles propositions sont faites, les électeurs se prononceront en connaissance de cause.

- QUESTION.- Ce qui veut dire que l'économie mixte, dans votre esprit, c'est une sorte de transition - qui peut être longue - vers la fin du capitalisme.

- LE PRESIDENT.- La cohabitation des deux types de société sera longue. Elle correspond au stade d'évolution que connaît l'économie occidentale, quand les forces de progrès sont au pouvoir. Assurément, si les partis conservateurs l'emportaient, ils chercheraient à détruire toute structure pouvant gêner le grand capitalisme redevenu maître du jeu. Et ils commenceraient sans doute par dénationaliser le crédit.

- QUESTION.- Mais alors, s'ils font cela, comment pourriez-vous rester Président de la République ? Vous donnez raison à ceux qui plaident la thèse de la cohabitation impossible entre vous et une majorité conservatrice.

- LE PRESIDENT.- Vous parlez de l'échéance 86 `élection législative 1986` ? Je ne participe pas à ce festival d'hypothèses.

- QUESTION.- Quand Raymond Barre prétend que l'esprit des institutions s'oppose à cette cohabitation, que pensez-vous ?

- LE PRESIDENT.- Que cet "esprit des institutions", qui suit tous les courants d'air, doit appartenir à la famille des feux follets.

- QUESTION.- Vous pouvez, par référendum, réduire la durée du mandat présidentiel à cinq ans.

- LE PRESIDENT.- Oui. Vous remarquerez à ce propos que cette réduction s'appliquerait à mes successeurs. D'azs à moi

successes. Plus à moi.

- QUESTION.- Sauf si vous en décidiez autrement.

- LE PRESIDENT.- Oui. Je peux seul en décider.

- QUESTION.- Vous pouvez modifier le jeu des institutions sans reformer la Constitution, en modifiant la loi électorale.

- LE PRESIDENT.- Ce qui n'est pas constitutionnel dépend de la loi ordinaire et donc du Parlement et donc de la majorité parlementaire à l'Assemblée nationale. Il m'est arrivé d'y penser.\

QUESTION.- Derrière les institutions il y a l'Etat. Comment expliquez-vous qu'un peu partout dans le monde cette crise économique conduise à souhaiter une réduction du rôle de l'Etat, alors que dans les crises antérieures c'était le contraire ?

- LE PRESIDENT.- Parce que l'Etat est sorti de son rôle. Le tempérament des Français les porte à l'étatisme. De Richelieu et Colbert à Robespierre et de Napoléon Bonaparte aux brillants sujets de l'ENA (avec quelques exceptions !). Ainsi a été soudée la Nation, forgée son unité. Je ne m'en plaindrai pas ! Depuis la fin du XIXème siècle, je veux dire depuis la guerre de 1914 - 1918, le besoin de desserrer l'étau a pris le dessus. La nation était faite. Place aux groupes qui la composent : régions, minorités culturelles, associations, multitude de "pays" dont chacun a une histoire, une géographie à lui, parfois un langage ! Je trouve cela très bien. Et l'omniprésence, l'omnipotence de l'Etat qui s'exprime dans le dirigisme des couches dominantes doit maintenant céder le pas.

- Nous avons nous-mêmes, avec les nationalisations, élargi le champ des pouvoirs centraux, offert une tentation nouvelle au dirigisme. D'où la nécessité, face à ce pouvoir, d'organiser des contre-pouvoirs. Tout pouvoir doit se méfier de lui-même. C'est vrai du pouvoir conservateur. C'est vrai du pouvoir socialiste. D'où l'importance historique d'une réforme comme la décentralisation, qu'il faudra poursuivre, approfondir. Il n'y a pas de liberté sans institutions. Beaucoup me disent : "Très bien cette théorie mais vos élections locales, vous les perdez, et tandis que vous gérez l'Etat c'est l'opposition qui s'empare de la majorité des régions et des départements. Ce n'est pas malin". Je sais bien que ce n'est pas malin. Pas malin non plus d'avoir créé la Haute autorité de l'audiovisuel puisque, auparavant, le gouvernement avait les mains libres.

- Mais je pense qu'au total nous aurons fait progresser la démocratie. Remarquez au passage que la plupart de ceux qui crient "moins d'Etat" n'arrêtent pas d'exiger de l'Etat qu'il intervienne pour régler leurs affaires. "Moins d'Etat", "plus d'Etat" les deux formules s'entrechoquent, s'entrecroisent. Alors quoi ! Il faut un pouvoir et des contre-pouvoirs, chacun sur son terrain afin qu'ils ne s'annulent pas. Dans le respect fortement rappelé de l'unité de la Nation.\

QUESTION.- Beaucoup ont vu, dans les conditions dans lesquelles la nomination de Jean-Claude Eberlé à la tête d'Antenne 2 a été faite, et dans l'octroi au Premier ministre, d'un quart d'heure chaque mois sur TF1, la preuve que l'indépendance de la télévision n'était pas acquise ?

- LE PRESIDENT.- Première observation. Pour ce qui me concerne, Mme Cotta a bien voulu m'informer de sa préférence pour la présidence d'Antenne 2 parmi les cinq ou six noms qui avaient retenu l'attention de ses collègues. Ce choix m'a paru excellent et je lui ai dit. J'ai appris par la suite que cette candidature avait été écartée au sein de la Haute autorité. Il ne s'agissait donc pas de Jean-Claude Eberlé. Quoi qu'il en soit la désignation finale de ce dernier répond - c'est l'avis général - à de grandes qualités personnelles et professionnelles. Je ne peux que m'en réjouir.

- Deuxième observation. Le Premier ministre `Laurent Fabius`, un quart d'heure par mois sur une seule chaîne, l'opposition disposant du même temps d'antenne, l'intolérable atteinte à l'indépendance de la télévision que voilà ! Soyons sérieux.\

QUESTION.- Et la simplification administrative ?

- LE PRESIDENT.- Toutes les sociétés industrielles, quel que soit le régime et quelle que soit la couleur du gouvernement sont rongées par le cancer bureaucratique. Il faut édifier le barrage. Chaque ministre doit supprimer les textes et organismes inutiles, réduire la paperasserie, penser toujours à rendre la vie des gens plus facile. Il s'agit de questions très concrètes : simplifier les formulaires - on a commencé avec la sécurité sociale et avec la création des entreprises -

répondre vite et clairement aux usagers, leur éviter d'attendre, préférer le bon sens et la bonne foi à l'application tatillonne des règlements .. Les responsables politiques et administratifs seront jugés sur leur capacité en ce domaine.\

QUESTION.- Quand vous êtes allé aux Etats-Unis, avez-vous tiré des leçons applicables en France ?

- LE PRESIDENT.- Oui, parce que le peuple américain est un formidable réservoir d'énergie et d'initiatives. Exemple : la façon dont il a su marier les entrepreneurs et l'université constitue un chef d'oeuvre d'intelligence et de sens pratique. Non, parce que le redressement américain est accompagné de beaucoup de désordres et repose sur quelques artifices. Les Etats-Unis bénéficient des privilèges que confère la domination des armes, de la monnaie et quelques autres avantages. Enfin, ils sont un continent. La leçon que je retiens est qu'il faut organiser le nôtre. Cela dit, j'admire les vertus de ce peuple. J'aime le connaître et l'approcher.\

QUESTION.- L'Europe va devenir une communauté `CEE` à douze, peut-être même plus.

- LE PRESIDENT.- C'est probable.

- QUESTION.- Est-ce qu'il ne faut pas, dans une Europe qui s'élargit, avoir un moteur plus puissant ?

- LE PRESIDENT.- En s'élargissant, l'Europe change de nature. Elle prend le risque de se perdre dans une zone universelle de libre échange. L'élargissement suppose des règles de fonctionnement plus strictes, une meilleure défense par la communauté de ses productions et de son marché, une réelle unité politique. Ces deux mouvements (élargissement, resserrement) peuvent se contrarier. Mais là se joue le sort de l'Europe.

- QUESTION.- Ne faut-il pas alors compenser cela par un rapprochement entre certains de ses membres ?

- LE PRESIDENT.- Si l'Europe des 10 ou des 12 refuse de se donner des contours et un contenu précis, il sera bon de faire appel à ceux qui le voudront.

- QUESTION.- Les Allemands et les Français ?

- LE PRESIDENT.- Eux seuls ? Non, ce serait une erreur. Mais avec l'Allemagne et la France, assurément.\

QUESTION.- Vous avez évoqué, devant l'opinion publique le risque de guerre, a-t-il grandi ou s'est-il atténué ?

- LE PRESIDENT.- Il a grandi. L'accumulation des armements et l'accroissement des disparités entre les pays riches et les pays pauvres ne peuvent qu'engendrer des affrontements. D'où l'importance vitale du désarmement (dialogue Est - Ouest) et du développement (dialogue Nord - Sud) qui, à l'évidence sont liés.\